

Questions orales

tieuse sur les circonstances entourant cet incident qui a causé beaucoup d'inquiétude à Chilliwack, dans ma circonscription.

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, la responsabilité en incombe en partie aux autorités militaires et en partie au CN. Entre-temps, on ne garde toujours pas ces explosifs sous clé. C'est vraiment absurde. Je suis encore à me demander comment pareilles choses peuvent se produire.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES VUES DU GOUVERNEMENT AU SUJET DE L'ADMISSION DE REPRÉSENTANTS DE L'OLP À LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES À TORONTO

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme il paraît que l'Organisation pour la libération de la Palestine veut envoyer des représentants officiels à la conférence de criminologie que les Nations Unies organisent cette année à Toronto, le ministre voudrait-il dire à la Chambre si le gouvernement a pour politique d'accueillir ou de ne pas accueillir de tels représentants officiels?

● (1420)

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, la conférence dont le député parle est évidemment parrainée par les Nations Unies. Quand le Canada a offert d'accueillir la conférence, il s'est aussi engagé à recevoir tous les membres invités par les Nations Unies. Telle est la situation. Chaque visiteur au Canada est censé se conformer aux exigences normales d'admission. C'est le système qui prévaudra dans les circonstances.

M. Lawrence: Étant donné qu'il existe aujourd'hui d'autres organisations internationales de terrorisme dans le monde, si l'IRA par exemple voulait venir, lui accorderait-on aussi la reconnaissance officielle?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, tout dépend de la liste d'invités des Nations Unies. A ma connaissance, l'IRA n'a pas ce statut aux Nations Unies.

VIETNAM—LE RÉGIME COMMUNISTE ET L'AIDE CANADIENNE AUX ORPHELINS—LA QUESTION DE L'ACHEMINEMENT DES SECOURS

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme les Canadiens aidaient des orphelins vietnamiens par l'intermédiaire de divers organismes avant la prise du pouvoir par les Communistes, le gouvernement s'est-il assuré de leur bien-être dans les circonstances actuelles et pour l'avenir?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas certain de comprendre la question. S'agit-il d'orphelins d'origine vietnamienne qui vivent actuellement au Canada?

M. Towers: Monsieur l'Orateur, je parle des orphelins pris en charge par divers organismes sous l'égide, par exemple, du programme de parents nourriciers? Pour plus

[M. Patterson.]

de précision, je pose la question suivante: à supposer que les Canadiens continuent d'envoyer de l'argent au Vietnam pour venir en aide aux orphelins, est-on assuré que ces fonds serviront à cette fin ou ferait-on mieux d'interrompre l'envoi de ces secours?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, nous avons envoyé ou acheminé cette aide par l'intermédiaire d'organismes internationaux comme la Croix-Rouge et le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Je suis convaincu que ceux-ci vont s'assurer que ces fonds arrivent à leur destination.

[Français]

L'EXPULSION D'UN ATTACHÉ DE PRESSE DE L'AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE—ON VOUDRAIT CONNAÎTRE LES RAISONS

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Peut-il confirmer à la Chambre l'expulsion par le gouvernement canadien d'un attaché de presse auprès de l'ambassade de la République populaire de Chine pour des raisons de sécurité, et pourrait-il expliciter quelles sont ces raisons de sécurité?

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien a bel et bien demandé à la Chine de rappeler un fonctionnaire de son ambassade à Ottawa. A notre avis, ses activités étaient incompatibles avec le poste de diplomate qu'il occupe au Canada.

[Français]

M. Wagner: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Sous réserve de détails plus explicites de la part du ministre, est-il maintenant d'accord avec une déclaration de M. W. L. Higgitt, ex-commissaire de la GRC, selon laquelle l'établissement de relations diplomatiques avec la République populaire de Chine serait de nature à augmenter les activités subversives à l'intérieur de notre pays?

[Traduction]

M. MacEachen: Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES PÊCHES

LA CHASSE AU PHOQUE—LA QUESTION DE L'INTERDICTION POSSIBLE—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Gus MacFarlane (Hamilton Mountain): Monsieur l'Orateur, puisque le ministre d'État (Pêches) est absent, j'adresserai ma question au premier ministre suppléant. La chasse aux phoques est maintenant terminée et, grâce à Dieu, les glaces ne sont pas venues dans nos parages. Donc, moins de phoques ont été capturés et, de ce fait, on nous a épargné le spectacle de la brutalité de cette chasse. Le ministère chargé des pêches compte-t-il interdire la répétition de ce massacre à l'avenir?